

Socialisme et marché sont-ils incompatibles?

Le socialisme de marché a été longtemps considéré comme une contradiction dans les termes. Si l'on admet avec Weisskopf (1993, p. 121) - pour éviter d'entrer dans un débat théorique sur le concept de socialisme -, qu'une société socialiste se caractérise par un mouvement vers l'égalité sociale, vers une démocratie réelle, vers des liens communautaires et vers une plus grande rationalité sociale, le marché semble nécessairement le contrecarrer : il engendre des inégalités, il rend la démocratie économique difficile, voire impraticable (surtout quand la propriété privée devient capitaliste), il secrète des comportements individualistes, tant au niveau de la consommation qu'à celui de la production (du fait de la concurrence généralisée), il engendre une « opacité » (à travers le « mécanisme » des prix) et une « anarchie » de la production (du fait de sa structure décentralisée). Malgré l'échec, puis l'effondrement du système soviétique et du « socialisme réel » qui se proposait, du moins en principe, de répondre à ces objectifs, il existe aujourd'hui encore des auteurs pour soutenir cette incompatibilité entre socialisme et marché, soit qu'ils récusent totalement le marché et proposent de le remplacer par une démocratisation radicale et une planification des besoins (Ticktin, 1998), soit qu'ils l'acceptent de manière très partielle et transitoire, tout en mettant l'accent sur ses aspects corrosifs. A l'inverse certains tenants du socialisme de marché considèrent le marché comme une structure irremplaçable et sans doute indépassable, et, tout en reconnaissant ses défauts, pensent qu'il est conciliable avec des formes de propriété publique ou sociale jouant dans le sens de l'égalité et de la démocratie et avec une régulation qui permette d'en limiter au moins les effets les plus néfastes ou les plus pervers.

Je n'entrerai pas ici dans ce vaste débat, qui occuperait tout l'espace qui m'est imparti, préférant évoquer brièvement les expériences historiques que l'on peut ranger sous le vocable de « socialisme de marché » pour me concentrer ensuite sur quelques modélisations, qui donneront une idée des problèmes rencontrés et des tentatives de solution qui leur sont apportées. Je dirai simplement qu'à mon sens il faut détacher le socialisme d'une certaine vision utopique du communisme : celle d'une société d'abondance, d'où le travail aurait disparu, celle d'une société d'individus parfaitement solidaires, celle d'une société où le calcul se ferait uniquement en termes de valeurs d'usage, celle d'une société qui évaluerait et planifierait a priori les besoins, celle d'une distribution planifiée des produits, celle d'une planification impérative de la production, celle d'une « démocratie pleinement développée » au niveau central, celle enfin d'une révolution qui serait mondiale ou qui ne serait pas. Mais ceci n'empêcherait nullement de penser un communisme possible, qui reposerait sur d'autres bases (la décentralisation *et* la planification incitative, l'autonomie des producteurs *et* la réalisation d'objectifs communs, la concurrence *et* la coopération, la liberté individuelle *et* la communauté, les biens privés *et* les biens sociaux, l'évaluation en valeur *et* le mouvement des prix, la démocratie économique et la démocratie centrale, bref une conciliation des contraires)

et qui resterait le point de visée du socialisme. J'ajouterai que la lecture de Marx ne contredit nullement l'idée que le socialisme de marché est une nécessaire transition¹.

Qu'on me pardonne d'escamoter ici ce vaste débat. Je considère que, à l'heure actuelle, la seule véritable alternative au nouveau capitalisme, au tournant de ce siècle, se situe du côté d'une forme quelconque de socialisme de marché et que l'essentiel est de trouver des réponses aux obstacles internes que l'expérience historique des socialismes a dévoilés et d'évaluer les réponses que les « modèles » tentent de leur apporter. Il existe en effet une considérable littérature, pour l'essentiel anglo-saxonne, ignorée ou méconnue en France, dont ce texte voudrait donner au moins un aperçu.

Le cadre théorique

Sur le plan théorique le socialisme de marché remonte loin, puisque ses deux principaux fondateurs en ont donné des esquisses suggestives en 1938 (Lange) et en 1946 (Lerner). Leurs travaux ont donné lieu à un très important débat académique, auquel les libéraux n'ont pas dédaigné à l'époque de participer, à commencer par Hayek. Il y a un paradoxe dans cette affaire, c'est que ces premiers modèles de socialisme de marché, construits sur la base de la théorie néo-classique, ont donné la meilleure illustration possible d'un système susceptible de réaliser l'équilibre walrassien, et plus tard le fameux modèle Arrow-Debreu de l'équilibre général. Des bureaux d'Etat étaient en effet les mieux placés pour réaliser, à travers la détermination des prix, les équilibres offre/demande². Les néo-classiques ont dû en fait montrer que c'étaient justement les imperfections du marché qui rendaient supérieur le système de la propriété privée et de la détermination des prix par une pluralité de mécanismes que le socialisme est mal placé pour mettre en oeuvre. C'est ainsi que Stiglitz (1993) (aujourd'hui économiste en chef de la Banque Mondiale) explique que, faute de marchés futurs, il faut des stimulants pour rechercher les bonnes informations permettant de prendre des risques (liés notamment aux innovations), que la nécessaire séparation entre la propriété et le management (en lieu et place de la figure unique de l'entrepreneur) rend nécessaire un contrôle sur les managers pour les empêcher d'abuser de leur pouvoir sur l'information, qu'il existe d'autres mécanismes que le mouvement des prix pour informer les agents, tels que la « réputation », le « contrat » ou la « négociation ». La propriété privée est supérieure parce qu'elle fournit les bons stimulants, les bons moyens de contrôle, et les bonnes procédures pour organiser les échanges. Les propriétaires privés du capital, en effet, ne recherchent que la rentabilité de ce capital, et, pour cela, ils sont

¹ Cf le texte à mon avis largement convaincant de Lawler (1998) : « Marx as Market Socialist ».

² Dans le modèle de Lange, le Bureau central du Plan annonce, comme le commissaire priseur walrassien, un ensemble de prix des biens de production, les dirigeants des entreprises publiques considèrent, comme dans le modèle de la concurrence parfaite, ces prix comme donnés et prennent leurs décisions de façon à maximiser leur taux de profit (égalisation du prix au coût marginal), pendant que les consommateurs cherchent à maximiser leur utilité et les travailleurs le revenu de leur travail. Sur la base des informations fournies par les entrepreneurs sur les variations de leur stock, reflétant les rapports offre/demande, le Bureau annonce une nouvelle série de prix pour les biens de production, et le processus se poursuit jusqu'à ce que l'équilibre soit réalisé pour tous les biens. Lange soutient que cette procédure de tâtonnement fonctionnerait bien mieux que le marché compétitif, parce que le Bureau du Plan aurait une connaissance plus large de ce qui se passe dans l'ensemble de l'économie que les entrepreneurs privés. Les profits sont ensuite distribués par l'Etat aux travailleurs selon des critères démocratiquement décidés.

déterminés à contrôler les managers, à les stimuler efficacement, à scruter toutes les occasions de profit, alors que l'Etat est plus indulgent envers ses agents, soucieux d'autres considérations que la maximisation du taux de profit, toujours prêt à tempérer une concurrence qui finalement ne s'exerce qu'entre ses entreprises. Plus généralement les théories néo-institutionnalistes de l'entreprise³, qui mettent toutes l'accent sur les faiblesses et les coûts du marché, tentent également de démontrer la supériorité du capitalisme, et elles seront regardées avec attention par les théoriciens du socialisme de marché. On voit que le débat sur le socialisme de marché a pris une nouvelle dimension depuis les premiers travaux, mais il ne s'est pas enfermé dans le cadre conceptuel hérité de l'approche néo-classique.

D'autres courants en effet, sans négliger les apports de cette dernière, ont travaillé dans le cadre du paradigme marxien, avec des emprunts au keynésianisme. Pour plusieurs auteurs il s'agit de reprendre l'idée langienne d'une planification *ex ante* (qui était aussi celle de Lange), permettant d'effectuer un calcul plus rationnel que le marché et de parvenir à une maîtrise du processus économique et social s'opposant à l'anarchie et aux crises liées à l'économie marchande. Mais le mécanisme des prix serait maintenu à titre d'indicateur sur les rapports offre/demande, et la planification serait conduite de manière démocratique de la base au sommet : double différence avec le système soviétique. Albert et Hahnel (1991) proposent ainsi une planification très décentralisée, reposant sur des formes de démocratie basique, des conseils de travailleurs et des conseils de consommateurs réalisant l'équilibre à travers un mécanisme de prix signaux. Devine (1998), dans son modèle de planification participative, où les entreprises sont détenues par leurs travailleurs, mais aussi par leurs clients, leurs fournisseurs et des représentants des collectivités locales et de la commission du Plan, propose également un calcul fondé sur des mesures physiques (main d'oeuvre, état des stocks) et sur des indicateurs marchands (commandes, profitabilité). Cockshott et Cottrill (1993) vont plus loin : ils pensent qu'il est possible, grâce aux ordinateurs de la dernière génération, de calculer les valeurs-travail des produits et d'y ajuster sur le long terme les prix. Je n'entrerai pas dans le détail de ces modèles, qui ouvrent des pistes intéressantes, mais je dirai qu'ils se heurtent, selon moi, à des objections de faisabilité très fortes. La première est que les procédures démocratiques qu'ils suggèrent seraient d'une part socialement très coûteuses et d'autre part trop lourdes pour les individus qui deviendraient rapidement abstentionnistes. La seconde est que le calcul des valeurs-travail - dans le modèle de Cockshott et Cottrill - paraît encore hors de portée si l'on prend en compte la complexité des produits⁴. La troisième est que ce même calcul diverge forcément des prix aussi longtemps qu'il existe un intérêt versé pour le capital mis à disposition. Or il paraît extrêmement difficile de se passer du crédit avec intérêt si l'on veut inciter les producteurs à économiser les ressources et à faire un usage efficace de l'investissement (le système soviétique en a fait la preuve *a contrario*). Dès lors ce sont plutôt les valeurs-travail qui peuvent servir d'indicateurs, montrant aux instances de planification ce qu'il en coûte à la société, en termes de dépenses de travail, pour produire tel ou tel

³ Il s'agit principalement de la théorie des coûts de transaction (Williamson), de la théorie des droits de propriété (Alchian et Demetz) et de la théorie de l'agence (Jensen et Meckling).

⁴ Stiglitz (1993, p. 28) le précise ainsi: « Pensez à une marchandise avec dix caractéristiques telles que la couleur, la durabilité, la longueur, la largeur. Si chaque dimension pouvait prendre dix valeurs, alors la dimension de l'espace des prix pour cette seule marchandise serait de dix milliards! ».

bien. C'est pourquoi je pense - avec la plupart des auteurs - que la planification ne peut être qu'incitative, guidant la formation des prix plus qu'elle ne l'anticipe. J'y reviendrai.

La différence dans les approches a conduit, comme on le verra, à des modélisations fort différentes. En outre le traitement des problèmes est inégal. C'est ainsi que certains modèles demeurent axés sur l'allocation la plus efficace des ressources et la motivation des agents, négligeant, comme le souligne Devine (1998), une autre dimension de l'efficacité économique : celle de la découverte des opportunités et de la mobilisation des savoirs « tacites ».

Coup d'oeil sur l'histoire

Sur le plan historique le socialisme de marché a fait de timides apparitions au sein du système soviétique, essentiellement sous la forme d'une revalorisation du critère du taux de profit, qui n'avait pas grand sens dans une économie qui n'était que faiblement marchande et non-concurrentielle⁵, avant d'être expérimenté plus systématiquement dans certains pays de l'Est, surtout la Hongrie et la Pologne, à partir des années 70, puis, très brièvement, en URSS pendant la période gorbatchévienne. Or, il faut bien le dire, aucune de ces expériences n'a été un succès. En réintroduisant des relations marchandes entre les entreprises ainsi qu'une certaine concurrence, elles ont allégé des pénuries, surtout dans le secteur des biens de consommation, mais elles n'ont pas enrayeré le déclin des économies dites socialistes, et ont même généré des difficultés nouvelles au niveau macro-économique (inflation, déficit public, déficit de la balance commerciale ou de la balance des paiements). On pourrait considérer que cet échec s'explique par le fait des problèmes surgis de la transition d'une économie de commandement à une économie de marché, par le fait que les réformes ont été conduites de manière trop hésitante et n'ont pas été assez loin, par le fait que le parti-Etat au pouvoir n'était pas du tout disposé à se dessaisir des leviers de commande, par l'absence sinon du pluripartisme, du moins d'un véritable débat public sur ces questions, par le fait enfin que ces réformes sont arrivées trop tard, à un moment où le régime était discrédité et où la population, lasse des expérimentations, préférait le recours aux bonnes recettes d'un capitalisme qu'elle imaginait autrement. Toutes ces raisons doivent certainement être prises en compte, mais elles ne suffisent pas à expliquer l'échec. Une autre expérience historique de socialisme de marché est celle qui a été menée en Yougoslavie. Elle est fort différente, puisqu'elle reposait sur des principes autogestionnaires et a laissé toute latitude au marché, sauf en ce qui concerne le marché du capital. Elle a donné d'excellents résultats, mais s'est aussi soldée finalement par un échec, dont les raisons ne sont pas seulement extra-économiques. La seule exception est celle de la Chine, bien qu'il soit trop tôt pour en être sûr, puisque la transition vers un socialisme de marché est en cours. Il serait néanmoins important de voir en quoi ce succès relatif serait lié à ce que la voie choisie est assez différente de ce qui s'est fait par exemple en Hongrie.

L'autre expérience de socialisme de marché - mais ne s'agissait-il pas plutôt à bien des égards d'un capitalisme d'Etat? - s'est effectuée, de façon très partielle, dans certains pays occidentaux, dont la France. Et, d'une certaine façon, elle confirme, en

⁵ Il existait bien une sorte de concurrence « administrative » informelle, mais elle empêchait toute vérité des prix.

partie au moins, le diagnostic négatif ou pessimiste que l'on a pu porter, parfois de bonne foi, sur le socialisme étatique de marché. Si on laisse de côté le cas particulier des entreprises publiques de services publics, les entreprises du secteur concurrentiel ont été assez souvent moins dynamiques que celles du secteur privé, sur le strict plan économique.

Je ne m'attarderai pas ici sur les aspects positifs de ces socialismes, aspects qu'il faut se garder d'oublier et qui expliquent les regrets, voire la nostalgie, qu'éprouvent de larges couches des populations des pays ex-socialistes qui, sans avoir compris ce qui leur arrivait, ont été jetées, parfois avec une extrême brutalité, dans la transition vers l'économie capitaliste de marché (qu'on pense par exemple à la mise en liquidation de toute l'économie d'Etat de l'ex-RDA), et qui expliquent aussi l'attachement que manifestent souvent les citoyens des pays occidentaux envers leurs services publics. Il est plus important de chercher les raisons des échecs. On peut résumer ainsi quelques uns des principaux problèmes, et des principaux défauts, rencontrés par le socialisme d'Etat, par delà la diversité des pays et des conjonctures historiques.

Les problèmes à résoudre

Un premier problème concerne *l'allocation du capital*.

La difficulté est ici d'abord que l'Etat, propriétaire unique des entreprises et actionnaire unique au sein de chaque entreprise, n'alloue par toujours le capital selon un critère de rentabilité « économique ». On lui reproche ainsi souvent d'être laxiste, ou parfois trop exigeant, en matière de rentabilité financière (retour sur capitaux propres). Alors que, sur le marché des capitaux, les actionnaires privés sanctionnent une faible rentabilité en vendant leurs actions, et une bonne perspective de rentabilité en achetant, l'Etat ne se vend pas à lui-même ses titres de propriété. C'est alors lui reprocher de ne pas se comporter comme un capitaliste. Mais la rentabilité économique pourrait consister seulement à réclamer une rémunération des capitaux propres semblable à celle des capitaux empruntés (déterminée donc par le marché du capital de prêt, tout comme la rémunération des parts sociales dans les coopératives, qui ne peut dépasser le rendement moyen des obligations), auquel cas l'Etat se comporterait comme un simple prêteur, ne prenant qu'une part fixe des bénéfices (sous forme de dividendes et d'augmentations de capital). Or pourquoi n'est-ce pas le cas le plus fréquent? Et pourquoi n'allouerait-il pas le capital entre ses entreprises en procédant lui-même à une expertise, pourquoi ne les sanctionnerait-il pas directement, sans passer par le détour du marché et des cours des actions en Bourse?

On en arrive à une difficulté plus large : l'Etat, au lieu de se comporter comme un agent économique, comme un véritable propriétaire (au nom de la société), joue une multiplicité de rôles : 1° il utilise une partie des profits des entreprises (les dividendes) à des fins de politique générale : comblement de déficits, dépenses d'administration, dépenses militaires etc., au lieu de simplement soumettre ses entreprises à des impôts et taxes comme toutes les autres entreprises 2° il assigne à ses entreprises de l'extérieur des objectifs « sociaux », qui peuvent entrer en conflit avec leur recherche de rentabilité (financière ou simplement « économique ») : par exemple la défense de l'emploi ou l'élévation des salaires 3° il favorise une entreprise publique par des crédits à bon marché, par des rééchelonnements ou des remises de dettes, via les banques publiques,

s'il estime que l'entreprise a une fonction stratégique, et ceci au détriment d'autres entreprises publiques ou privées. Il se prive ainsi de moyens pour apprécier leur position concurrentielle 4° il intervient en dernier ressort quand l'entreprise fait des pertes par d'autres aides, des subventions, des recapitalisations au détriment d'autres entreprises publiques, qui auraient aussi besoin de capitaux 5° il est plus sensible aux pressions exercées par les salariés d'une entreprise publique qu'à celles des entreprises privées. Ces arguments sont de ceux qui sont invoqués en faveur des privatisations⁶.

Un deuxième problème concerne la *motivation des agents*.

L'analyse a surtout porté sur le rapport de l'Etat avec les managers. L'Etat a en effet un rapport ambigu avec les dirigeants des entreprises publiques, parce que ceux-ci sont des fonctionnaires détachés dans ces fonctions et non des spécialistes recrutés sur le marché du travail des managers. Ce problème est longuement étudié dans la littérature économique sous la dénomination de la relation principal/agent, empruntée à la théorie de « l'agence ». Le coeur de cette théorie repose sur la notion d'asymétrie d'information. Un propriétaire, qui mandate un agent pour veiller à ses intérêts, se trouve devant quelqu'un qui détient des informations et qui se soucie d'abord de ses propres intérêts (sa rémunération, sa réputation, ses bons rapports avec ses subordonnés etc.). Il doit donc le surveiller en permanence, et pour ce faire lui demander régulièrement des comptes (avant tout ses résultats financiers), et il doit en même temps le motiver par de puissants stimulants (traitement élevé, distribution de stock options). Or l'Etat, dit-on, est un mauvais surveillant, parce qu'il ne peut licencier son fonctionnaire comme n'importe quel salarié, et un mauvais incitateur, parce qu'il ne peut lui attribuer de récompenses trop importantes, au risque de mécontenter ses autres hauts fonctionnaires, sans parler des salariés ordinaires. De son côté le manager d'Etat sait qu'il ne court pas grand risque personnel, pense surtout à se faire bien voir de son ministre en répondant à ses objectifs plutôt qu'à ceux de l'entreprise, sait enfin que, en cas de mauvaise gestion, l'Etat sera tenu pour responsable et viendra à la rescousse. Comment discipliner les managers, cette question obsède les théoriciens du socialisme étatique de marché. Et toutes les collusions constatés entre le pouvoir politique et les dirigeants des entreprises d'Etat, aussi bien lors des réformes menées dans les pays ex-socialistes que dans le secteur public des pays occidentaux, tendent à leur donner raison.

L'ensemble de ces difficultés a été désigné par l'économiste hongrois Janos Kornai (1984) par une expression qui a eu un grand retentissement : celle de la « contrainte budgétaire douce », inévitable avec un Etat investisseur, assureur, créateur en dernier ressort. Le même économiste en concluait que seule la propriété privée était susceptible d'exercer une contrainte budgétaire dure, capable d'assurer le succès dans la compétition économique et de dynamiser l'économie, sans mollir devant les exigences d'une « destruction créatrice ». Le socialisme de marché était décidément condamné à une inefficience relative, le vouant à son extinction dans la sélection naturelle entre systèmes économiques.

Mais le problème de la motivation ne saurait se limiter à cette question de la contrainte budgétaire. Encore faut-il que les travailleurs trouvent du sens et de l'intérêt à leur travail et qu'ils se trouvent récompensés de leur efforts. Question essentielle, car c'est là que pourrait résider la source principale de la supériorité du socialisme, y

⁶ Bien que les entreprises capitalistes ne se privent pas de recourir aux aides de l'Etat!

compris en matière d'efficience, comme y insisteront les partisans de la démocratie d'entreprise (des formes diverses de la participation à l'autogestion).

Le troisième problème concerne *l'esprit d'entreprise et la recherche active de novations*. Ici encore le socialisme historique de marché s'est montré bien défaillant. L'Etat propriétaire 1° répugne à prendre des risques, alors qu'il a tous les moyens pour les prendre, notamment parce qu'il craint de ne pouvoir arrêter un projet, si celui-ci s'avère mauvais 2° il ne favorise pas l'innovation, parce qu'il est insuffisamment motivé par le gain financier, et qu'il met beaucoup de temps à prendre une décision 3° il ne favorise pas la création d'entreprises, pour ne pas mettre celles qui existent en difficulté. Autant d'arguments qui militent à nouveau en faveur de la propriété privée, et même de la propriété capitaliste (car les coopératives, on le verra, résolvent mal de problème).

Le quatrième problème est celui de la *planification* : comment la combiner avec une économie où les entreprises sont autonomes et soucieuses de leurs propres intérêts? Comment donner corps à ce qui reste une ambition fondamentale du socialisme, et qui l'oppose au fonctionnement aveugle du capitalisme, voire aux absurdités sociales auxquelles ce dernier conduit aujourd'hui⁷?

Les modèles orientés vers la maximisation et la distribution égalitaire du profit

J'examinerai d'abord une première série de modèles qui tentent de répondre à ces questions, mais à mon avis de manière incomplète et dans une logique qui reste proche de celle du capitalisme - tout en présentant, apparemment du moins, l'avantage d'une meilleure faisabilité historique.

Tout comme Oscar Lange proposait que le plan mime le marché, il s'agit pour les auteurs en question de trouver des institutions qui miment la propriété privée, le marché du capital et le marché des managers, tout en maintenant la propriété d'Etat, ou du moins une propriété du « public » sur des avoirs d'Etat (dans un système de « bons »), de manière d'une part à assurer plus d'égalité que dans le système capitaliste, et d'autre part à faire face à un certain nombre de maux, au niveau macro-économique, du capitalisme (chômage, crises récurrentes, « maux publics » etc.) en assurant un contrôle public sur les investissements, là même où le marché s'avère défaillant (faute de marchés futurs).

Le problème qui préoccupe avant tout ces auteurs, instruits par les défaillances du système soviétique, est donc celui de l'efficience dans l'allocation des « facteurs de production ». La maximisation du taux de profit leur paraît être le moyen par excellence de l'optimisation. Quant aux incitations des agents, les auteurs sont très sceptiques sur les vertus de l'autogestion : outre les difficultés de la prise de décision, ils incriminent le

⁷ Pour donner une idée de ces absurdités (licencier quant les entreprises augmentent leurs profits, admettre qu'il existe un « taux naturel » de chômage etc.), je voudrais les illustrer par deux passages à la limite. On peut imaginer une économie nationale qui serait construite sur le modèle de l'entreprise Nike : toute la production serait externalisée à l'étranger, l'économie dominante ne gardant que des financiers, des concepteurs et des spécialistes du marketing. Bref une économie qui n'a qu'une tête et plus de corps (sauf pour quelques services de proximité). On peut également imaginer un système où les travailleurs ne seraient plus payés pour leur travail (ou si peu...) et ne seraient rémunérés que comme actionnaires (ou prêteurs). Nulle fantaisie là-dedans : ce sont bien des tendances réelles, et elles débouchent sur d'insurmontables contradictions.

laxisme de travailleurs associés en matière d'investissement et de restructurations. C'est pourquoi le système hiérarchique traditionnel, avec des amendements, leur semble constituer une meilleure garantie d'efficacité. Reste à motiver et surveiller les managers. C'est le rôle des propriétaires, comme dans l'économie capitaliste, mais la propriété devrait être sociale. Deux voies principales ont été explorées. La première repose sur la propriété publique, mais, comme elle devrait être dégagée des interventions politiques de l'Etat, ce sont les entreprises publiques elles-mêmes qui s'autosurveilleraient, à travers un jeu de participations croisées, chacune trouvant bénéfique à veiller à la rentabilité du capital de l'autre (on s'inspire ici des exemples japonais et allemand, qui avaient fait leurs preuves, mais dans le cadre d'un capitalisme privé). La seconde serait la propriété du public, dont l'idée vient à la fois de la distribution de bons dans les pays ex-socialistes lors de la désétatisation et de la distribution d'actions aux salariés dans le capitalisme contemporain ou de l'actionnariat « populaire » par le biais des fonds de placement et des fonds de pension.

Je présenterai d'abord le modèle que Pranab Bardhan (1993) a proposé en s'inscrivant dans la première voie. John Roemer (1992, p. 35-36) en donne le résumé suivant : « Les entreprises appartiennent à des groupes, chacun de ceux-ci étant associé à une banque principale, dont le travail consiste à les surveiller et à monter pour elles des consortiums de crédit. Il n'y aurait qu'un marché des actions très limité. Les banques auraient leurs propres participations dans les entreprises, et chacune de ces dernières posséderait des parts dans les autres entreprises du même groupe. Le conseil d'administration de l'entreprise comporterait des représentants de la banque centrale et des autres firmes actionnaires. Les profits de la banque (y compris sa part des profits des entreprises de son groupe) reviendraient en grande partie au gouvernement central, pour y alimenter la fourniture de biens publics, tels que les services de santé, d'éducation etc. : ceci constituerait une première part de la consommation par les citoyens des profits sociaux. En outre, chaque entreprise recevrait des dividendes pour les parts qu'elle détient dans d'autres firmes de son groupe, et ils seraient distribués à ses travailleurs, constituant ainsi la seconde part du dividende social. Etant donné que le revenu du citoyen proviendrait pour partie des profits des autres firmes de son *keiretsu*, il aurait tout intérêt à exiger de ces entreprises qu'elles maximisent leur profit, intérêt sur lesquels veilleraient ses représentants dans leur conseil d'administration [...] Si [une entreprise] commençait à avoir de mauvais résultats, les autres entreprises pourraient vendre leurs actions à la banque principale, qui aurait l'obligation de les acheter. Cela pousserait la banque à discipliner la gestion de cette firme ».

J'exposerai ensuite, en le résumant, le modèle que Roemer (1992 et 1994) a présenté, en suivant la deuxième voie, dans un article (1993), puis dans un livre (*A future for socialism* (1994)). Les entreprises seraient nationalisées. Des « clamshells » - en français des « bons » ou des « coupons » - seraient distribués à parts égales à chaque citoyen, qui les convertirait en actions des entreprises de son choix et en percevrait les dividendes jusqu'à sa mort, où elles reviendraient à l'Etat. Mais, pour éviter que les plus modestes d'entre eux ne vendent leurs actions à d'autres qui deviendraient ainsi de gros propriétaires - c'est effectivement ce qui s'est passé dans l'ex-URSS et dans d'autres pays de l'Est - les individus ne pourraient échanger leurs actions (au prix des coupons) que contre d'autres actions, et non contre de la monnaie. Cela les pousserait à surveiller

le rendement de leurs actions, sinon en le faisant eux-mêmes, du moins en en confiant le soin à des gestionnaires, voire en changeant de gestionnaires. Les actions n'étant pas un moyen de lever du capital, le financement viendrait du crédit. Il serait procuré par des banques publiques, qui ne pourraient se transformer en banques d'affaires, c'est-à-dire prendre des participations dans le capital d'institutions non financières ou financières. Des dispositions institutionnelles rendraient les banques publiques indépendantes de l'Etat, mais leurs profits iraient pour une large part au Trésor. Les banques surveilleraient les entreprises, le mouvement des coupons leur fournissant des indications sur la qualité de leur gestion. Quant au management des entreprises, il serait désigné par leurs conseils d'administration, qui comprendrait des représentants des gestionnaires de fonds, des entreprises pourvoyeuses de crédit et des employés, ce qui assurerait une bonne incitation. Par ailleurs les entreprises capitalistes seraient autorisées, pour encourager l'esprit d'entreprise, mais, quand elles parviendraient à une certaine taille, elles seraient nationalisées et leurs actions distribuées au public. Enfin le plan agirait sur l'investissement par des moyens indirects, essentiellement la manipulation des taux d'intérêt.

Il ne fait pas de doute que ces modèles, à supposer qu'ils soient viables et rencontrent l'adhésion populaire nécessaire à leur mise en oeuvre, différencieraient sensiblement du capitalisme actuel, mais peut-on parler de socialisme? Ne s'agit-il pas plutôt d'un capitalisme d'Etat ou d'un capitalisme « populaire »? Bien des arguments vont dans ce sens.

Tout l'effort de Marx a été de montrer que le capital est une relation sociale, la figure du capitaliste jouant un rôle relativement secondaire. La finalité du capitalisme est de valoriser un capital-argent engagé dans un processus de production, de commercialisation ou de crédit (il faudrait dire aujourd'hui plus largement : de finance), en utilisant tous les moyens pour que son rendement soit le plus élevé possible. Dans les termes de la comptabilité moderne, cela signifie assurer une rentabilité financière des capitaux propres (par opposition aux capitaux empruntés, qui, une fois prêtés, ne disposent plus de moyens d'action). Or, dans les modèles que je viens de considérer, c'est bien le principe de la valeur pour l'actionnaire qui prévaut.

La finalité du socialisme est à l'inverse, selon moi, de maximiser non le revenu du capital, mais le revenu du travail, une fois déduites non seulement les charges d'exploitation, mais encore les charges financières (et exceptionnelles). Il est clair, dans ces conditions, que les modèles de socialisme de marché reposent sur un fondement capitaliste. Mais, ce que répondraient sans doute les socialistes de marché est que cela importe peu à partir du moment où les revenus tirés du capital reviennent aux travailleurs soit par l'intermédiaire de l'Etat, qui les représente tous, soit à travers le partage plus ou moins égal de ces revenus. Les travailleurs, dira-t-on, ne peuvent s'exploiter eux-mêmes. Or ceci est faux pour plusieurs raisons.

Cette vision comptable, axée sur la distribution, méconnaît ce que sont les rapports de production au sens strict (au sein de ce que Marx appelle le procès de production immédiat). Maximiser les revenus du capital revient à toujours augmenter leur part par rapport à celle des revenus directs du travail, ou, si l'on veut, leur part dans la valeur ajoutée. Les travailleurs de la collectivité de travail travaillent toujours alors pour d'autres que pour eux-mêmes, soit l'Etat, soit d'autres salariés, soit l'ensemble de la population, dont ils font certes partie, mais d'une manière abstraite et lointaine

(comme lorsqu'ils paient des impôts). Ils n'ont vraiment une double casquette, de travailleurs et de propriétaires, que dans les coopératives. Dès lors c'est l'ensemble des rapports de production capitalistes qui se met en branle.

Pour accroître les revenus du capital, il faut forcer les travailleurs au rendement par tous les moyens que le capitalisme a mis en oeuvre : prolongation et intensification du travail, utilisation de méthodes plus orientées vers l'intensité que vers la productivité (au sens de Marx), salaire au rendement ou au mérite, mise en concurrence interne de tous avec tous etc. Même si les travailleurs élistaient leurs dirigeants, ils ne pourraient que leur donner mandat pour satisfaire les actionnaires, qui ne coïncident jamais avec eux-mêmes, faute de quoi ils courraient le risque de voir ceux-ci retirer leurs capitaux et mettre en péril leur entreprise elle-même. Ils deviendraient donc des travailleurs hétéronomes, n'ayant nullement le choix par exemple de renoncer à des suppléments de rémunération pour accroître leur temps libre ou améliorer leurs conditions de travail.

La situation est pire naturellement s'ils ne choisissent pas leurs dirigeants, mais se les voient imposer par l'Etat propriétaire, ou par d'autres firmes publiques, ou par les gestionnaires des actifs « populaires ». Ils se retrouvent dans une soumission totale aux exigences de la mise en valeur, seulement contrebalancée par d'éventuels contre-pouvoirs (délégués du personnel, syndicats, comités d'entreprise).

En outre il est évident que les intermédiaires entre les citoyens propriétaires et les travailleurs vont profiter du pouvoir qu'ils détiennent pour s'approprier la plus large part possible de la plus-value qui aura été produite, soit sous forme de hauts salaires, voire de personnel pléthorique, pour le pouvoir politique et les administrateurs publics - sans compter le détournement possible d'une partie des dividendes vers le budget de l'Etat -, soit sous forme de hauts salaires pour les gestionnaires des actifs des salariés. L'extorsion tourne ici à l'exploitation proprement dite.

Enfin tout le système reste dominé, au niveau des représentations, par ce que Marx appelle la « forme capital » et son double, la « forme salaire ». Aux yeux des agents le capital est porteur de valeur, l'argent par nature fait spontanément des petits, et le salaire n'est plus que le prix du facteur travail, marchandise comme une autre. Toute l'économie baigne dans le « monde enchanté » de ces représentations. Je passe ici sur tout le travail de légitimation qui viendra (fût-ce au nom de l'efficacité) inévitablement renforcer cette idéologie spontanée et opacifier ce qu'elle pourrait encore laisser transparaître.

Voilà pourquoi, pour aller à l'essentiel, ces modèles de socialisme « de marché » relèvent plus d'un capitalisme populaire que du socialisme. Mais, en outre, ils font la part beaucoup trop belle au marché. S'il faudra, comme je le crois, laisser jouer pendant longtemps, et peut-être toujours certains mécanismes de marché, il faut aussi en réduire le champ d'action et en combattre les effets négatifs par des dispositifs opposés.

Je ne vais pas examiner davantage ces modèles, dont il y a certainement quelques idées à tirer. Je dirai donc simplement que, construits sur les mêmes critères et les mêmes instruments d'efficacité que ceux du système capitaliste, ils courent le risque de ne pas l'égaliser, pour un bénéfice qui reste bien limité (un peu plus d'égalité dans la distribution), mais pas plus de démocratie ni de communauté d'entreprise. En ce qui

concerne la contrainte dure de budget, rien ne remplacera la concurrence féroce que peuvent se livrer des capitaux privés à la recherche des gains les plus élevés⁸.

En outre ces modèles laissent à peu près intact le problème de la motivation des travailleurs dans l'accomplissement de leur travail et le problème de la mobilisation des savoirs collectifs.

Les modèles autogestionnaires

Les socialismes de type autogestionnaire représentent une rupture beaucoup plus profonde avec le système capitaliste pour deux raisons fondamentales : ils ne visent plus la rentabilité du capital, mais la maximisation des revenus du travail (ou encore du revenu par tête), et ils reposent sur la démocratie d'entreprise.

L'objection que l'on adresse souvent à l'autogestion est qu'elle induit les travailleurs à regarder d'abord leurs « propres intérêts ». Ce n'est pas niable, mais il faut en voir tous les aspects positifs, qui me paraissent indéclinables. Un collectif de travailleurs doit « voir le bout de ses actes », et en particulier savoir s'il fait un travail socialement utile (ce qui n'est pas une motivation particulièrement égoïste et matérielle). On ne voit trop souvent que le côté négatif de la sanction marchande, il est vrai bien utile (il pénalise les efforts dépensés en vain, mal orientés, la mauvaise gestion etc.). Mais la sanction récompense aussi un travail bien fait, inventif, bien organisé, réalisé au moindre coût pour le consommateur (entreprise ou particulier). Or l'autogestion est seule à même de responsabiliser pleinement les travailleurs à cet égard. En second lieu il est bon que les travailleurs reçoivent aussi la récompense matérielle de leur travail, car ils trouveraient parfaitement injuste qu'ils n'en soit pas ainsi (qu'on se souvienne par exemple des plaintes des travailleurs soviétiques à ce sujet). Certes il y a bien d'autres raisons pour le succès d'une entreprise que l'effort de ses membres, mais on ne voit pas que l'on puisse totalement se passer de stimulants matériels.

Les modèles autogestionnaires apportent une solution à certains des problèmes auxquels se heurtaient les modèles de socialisme étatique. Dans la mesure où les entreprises sont autonomes par rapport à l'Etat, elles ne sont plus soumises aux multiples interférences de celui-ci, qui perturbent le calcul économique et qui faussent le jeu concurrentiel. Et, comme les dirigeants sont élus, ils se trouvent sous la surveillance des travailleurs, ce qui résout a priori le problème de la relation principal/agent, bien que dans la pratique les choses soient beaucoup plus compliquées (toutes les expériences concrètes montrent que la démocratie peut rester largement formelle). L'engagement des travailleurs favorise aussi la mobilisation des savoirs. En revanche le problème de l'allocation du capital soulève à nouveau de grandes difficultés, que les modèles essaient de résoudre diversement.

Ces difficultés sont mises en évidence par les coopératives, et invitent à dépasser un socialisme qui reposerait, pour aller vite, sur un système coopératif associé à une planification centrale - direction dans laquelle Marx s'était engagé. Les coopératives représentent pourtant un mode d'allocation décentralisé du capital. Mais l'expérience

⁸ Il est vrai que cette concurrence a un coût intrinsèque (sans parler du coût social) fort élevé, qui réduit considérablement l'efficacité économique (les OPA et les OPE sont très onéreuses, et les fusions sont loin, le plus souvent, d'apporter les résultats escomptés). Mais elle a pour elle d'être sans faiblesse.

historique montre qu'elles résolvent mal leur problème de financement. Elles ne peuvent pas faire appel à des capitaux extérieurs, parce qu'elles devraient partager avec eux le contrôle de la gestion, ce qui serait contraire au principe autogestionnaire. Ne pouvant s'adresser notamment à des marchés financiers, elles doivent recourir soit à l'autofinancement, soit au crédit. Or l'autofinancement présente un certain nombre de biais, du fait que les travailleurs répugnent à investir dans leur propre entreprise, moins du fait d'une imprévoyance qui les inciterait à privilégier leur revenu immédiat que parce que leurs apports en capital sont forcément inégaux (ils ne restent pas le même temps dans l'entreprise), peu rémunérateurs (du fait de l'existence de réserves impartageables) et risqués. Ceci entraîne souvent une tendance au sous-investissement, que les études empiriques confirment, et qui pourrait expliquer, plus encore que l'existence d'un environnement capitaliste défavorable, la stagnation du secteur. Quant au crédit, il est difficile à obtenir, en particulier à cause de la faiblesse des fonds propres et de leur caractère non liquide.

Les socialismes autogestionnaires sont menacés aussi d'autres sources d'inefficience, telles qu'une tendance à assurer la stabilité plus que la mobilité de l'emploi (répugnance à embaucher, puisqu'il faut élargir la distribution des revenus, et répugnance à licencier, quand il faut se séparer d'associés) ou les lenteurs de la prise de décision. Mais il est aisé de montrer que ces inconvénients ont leur contre partie et il faut redire que l'autogestion (« travailler pour soi », participer aux décisions) apporte de puissantes motivations à peu près absentes du capitalisme et des autres formes de socialisme. C'est bien le problème du financement et de l'allocation du capital qui reste le talon d'Achille.

Enfin les socialismes autogestionnaires, s'ils favorisent l'égalité et la communauté au sein de l'entreprise, peuvent générer de fortes inégalités venant de la différence des résultats entre entreprises, qui ne sont pas nécessairement liées au travail fourni ni l'effort d'épargne interne, et qui, en l'absence d'une forme de distribution centralisée des bénéfices, ne peut plus être corrigée que par une régulation du marché de l'emploi et par les formes classiques de la redistribution.

Les différents modèles sont autant de tentatives pour faire face à ces problèmes, et d'abord à celui du financement. On peut distinguer schématiquement deux types de modèles, ceux qui font appel à un marché des titres de propriété et ceux qui font uniquement appel à un marché du crédit.

Ainsi, dans la première catégorie, Sertel (1982) propose d'introduire un marché des droits d'association. Estrin (1989), de son côté, imagine une économie où les coopératives loueraient le capital à des sociétés de holding concurrentes, dont les actions seraient détenues par le gouvernement et par les firmes autogérées elles-mêmes et qui prendraient en charge l'innovation, la recherche-développement et la prospection du marché. On s'attardera ici sur le modèle de Weisskopf, parce qu'il essaie de répondre le plus largement aux problèmes soulevés.

Weisskopf (1993) a proposé, pour résoudre la question centrale du financement des actifs, de combiner plusieurs sources : le crédit (emprunts auprès de banques elles-mêmes autogérées ou d'autres intermédiaires), l'émission d'actions auprès de fonds mutuels ou d'investisseurs étrangers (qui en attendraient, comme dans le capitalisme, des dividendes et des gains en capital lors des cessions), mais sans que ces actions ne

confèrent un droit de vote, l'investissement enfin des travailleurs eux-mêmes sous forme d'actions, mais également sans droit de vote et cessibles seulement à d'autres membres de l'entreprise lorsqu'on quitte celle-ci. Les fonds mutuels collecteraient des «bons» attribués à chaque citoyen et uniquement cessibles contre d'autres bons, idée reprise de Roemer. Ils seraient autogérés et concurrentiels.

On voit que ce modèle combine ingénieusement deux marchés des capitaux très restrictifs et cloisonnés entre eux (et même trois avec celui des actionnaires étrangers, sans doute introduits pour rendre possible l'ouverture de l'économie sur l'extérieur) avec le principe autogestionnaire, qui veut que seul le travail dispose de droits de vote. Il semble ainsi cumuler tous les avantages. Les actionnaires externes ont un pouvoir de sanction sur le management des entreprises et, plus largement, sur les collectifs de travail, mais ce pouvoir est indirect (vente ou achat de titres en fonction des résultats des entreprises) et le système des bons empêche la concentration de la richesse en peu de mains. Dans l'entreprise la fonction de travailleur et la fonction d'actionnaire sont distinctes et la seconde ne peut empiéter sur la première. En outre l'existence de l'actionnariat salarié empêche les OPA hostiles. Les différences avec le capitalisme sont donc frappantes, et Weisskopf peut assurer que les principales difficultés du socialisme de marché sont surmontées (le problème de la surveillance des managers l'est par l'action des travailleurs et par celle du marché des bons, le problème du financement par la multiplication des sources du capital, qui permet aussi de parer au risque de sous-investissement, le problème de l'allocation du capital entre les entreprises par la décentralisation etc.), cependant que tous ses atouts sont exploités (motivation des travailleurs, relations de confiance entre eux et les dirigeants etc.).

Il n'est pas sûr pourtant que cette combinaison d'un socialisme « du public » et des associés - pour l'assignation des droits sur le revenu du capital - et d'un socialisme autogestionnaire - pour la détermination du droit de contrôle - ne joue pas au détriment de ce dernier. Car la logique de l'actionnariat, fût-il du « citoyen » et de l'associé, reste la rentabilité financière et elle entre nécessairement en contradiction avec celle des travailleurs, axée sur la maximisation des revenus du travail. Certes les fonds mutuels ne peuvent exercer un contrôle sur les entreprises avec la même rigueur que dans le capitalisme (cf les règles de la « corporate governance »), mais leur pouvoir reste considérable et joue dans le sens de la maximisation du profit. Quant à l'autogestion de ces fonds, elle ne change pas grand chose à l'affaire : les détenteurs d'actions n'auront pas plus de pouvoir que par exemple dans un fonds de pension, et le personnel de ces fonds cherchera naturellement à en maximiser le rendement financier. Le principe même de l'actionnariat, à la différence du crédit ou même des obligations, est que le rendement financier du capital est *variable*, et, dans une situation concurrentielle, ce sont inévitablement les rendements les plus élevés qui attireront les investisseurs. Le modèle ne peut donc véritablement surmonter la contradiction entre une sorte de capitalisme populaire, dont le pouvoir est simplement limité, et un socialisme dont le but est de valoriser le travail. Il faut cependant reconnaître un avantage certain à un tel modèle : il assure plus d'égalité dans la distribution des profits que les modèles purement autogestionnaires, s'ils ne sont pas complétés par des dispositifs réducteurs des inégalités.

Une deuxième catégorie de modèles repose, au niveau du financement, sur une forme ou une autre de marché du crédit. La différence avec les modèles précédentes

n'est pas mineure. En effet il n'y pas ici d'investisseur (externe ou même interne) qui cherche à maximiser le rendement de son capital. L'apporteur de capitaux réclame certes un intérêt pour le crédit consenti, mais le montant de l'intérêt est fixé lors de la transaction et l'apporteur ne peut exercer d'autre contrôle que celui qui consiste à accorder et renouveler ou non le crédit. En outre il ne cherche pas lui-même à réaliser un profit capitaliste. On peut résumer ainsi l'esprit de ces modèles : le travail loue le capital, et ne supporte d'autre contrainte que de rembourser le capital et/ou de payer les intérêts. Au delà il maximise son propre revenu.

Le modèle proposé par Schweickart (1992-1993) est de ce type. Les entreprises sont dotées d'un capital social, dont elles ont l'obligation de maintenir la valeur. Elles versent une taxe sur ce capital, qui est l'équivalent d'un intérêt, à un fonds national d'investissement, qui sert à financer les entreprises et services publics de niveau national et à doter d'un fonds les régions (sur une base per capita), qui feront de même à leur niveau. Ces fonds d'investissement aux différents échelons financent les investissements nouveaux (lors de la création d'entreprises) et les investissements nets des entreprises déjà créées, via des banques, qui sont comme des coopératives de second degré (dirigées par des représentants de leur personnel, des fonds et des entreprises clientes). Ce sont en dernier lieu ces banques qui allouent du capital aux entreprises selon un critère de rentabilité, mais aussi selon des critères sociaux, tels que la création d'emplois. Toutefois ces banques ne sont pas elles-mêmes guidées par un critère de rentabilité: ce sont des établissements publics, financés par l'impôt, dont les membres sont des fonctionnaires, seulement intéressés aux bénéficiaires.

Remarquable par la simplicité du principe de son fonctionnement, ce modèle se heurte cependant à diverses objections. On en retiendra deux. Dans la mesure où le financement dépend d'instances de type administratif, l'allocation par les banques risque fort d'être faussée par des collusions entre les directions d'entreprises et le personnel de la banque et par des pressions auprès de l'instance politique (comme on a pu le constater en Yougoslavie). En second lieu la planification de l'investissement rencontre le biais suivant : en élevant la taxe sur le capital pour alimenter davantage le fonds d'investissement, on décourage les entreprises d'investir (puisque la rentabilité économique est plus difficile à atteindre avec une taxe sur le capital plus élevée); en la baissant on les incite bien à investir, mais on tarit la source de leurs financements.

Un second modèle a été proposé par Marc Féray (1993). Les apporteurs de capitaux sont ici les ménages. Mais ils ne le font pas directement. Ils effectuent des dépôts et des prêts auprès de banques (ce qui exclut la détention d'actions et d'obligations), qui elles-mêmes ouvrent des crédits aux entreprises. La nouveauté de ce modèle est que, sur la base de tous les arguments avancés par Vanek (1977) en faveur d'un financement externe, pour parer justement aux défauts du système coopératif, il supprime l'autofinancement : les entreprises n'ont plus de fonds propres et se financent uniquement par le crédit. Quant aux banques, ce sont des banques autogérées, fonctionnant comme les autres entreprises (maximisant le revenu du travail). La relation entre les entreprises et les banques doit être aussi beaucoup plus poussée : comme elles prennent plus de risques, du fait qu'elles ne peuvent trouver des garanties dans l'existence de capitaux propres au sein des entreprises, elles doivent exercer une « surveillance » plus forte. La relation entre les banques et les ménages prend la forme d'un marché du capital de prêt. Ce marché doit ajuster spontanément, par le jeu des

différents taux d'intérêt, l'épargne des ménages et les besoins de financement des entreprises. Le modèle de Féray comporte par ailleurs une planification indirecte, comme tous les autres modèles, et des procédures originales pour réduire les inégalités : non une taxation de l'héritage, mais une limitation du montant du legs aux enfants, et, pour ce qui concerne les salaires, un mécanisme d'assurance obligatoire inclus dans les contrats passés avec les banques.

J'ai proposé un modèle (1993,1996,1999) qui repose aussi sur un financement totalement à crédit des entreprises, via des banques autogérées concurrentes. L'épargne des ménages est également mise à contribution sous forme de bons d'épargne (à côté des intérêts versés par les entreprises et d'un fonds de stabilisation d'origine fiscale), mais elle ne fait que transiter par les banques pour alimenter un Fonds national de financement, qui alloue des montants de crédit aux banques en fonction de la qualité de leur gestion (gestion dont le critère est toujours la maximisation des revenus du travail). D'autre part les taux d'intérêt sont administrés (comme aujourd'hui pour les comptes d'épargne populaire en France), alors que les taux de crédit sont libres. Ce modèle repose donc sur un pilier public : tout le capital de prêt est in fine centralisé et alloué par le Fonds. Par ailleurs le modèle comporte un encadrement du marché de l'emploi, de manière à limiter les inégalités de rémunération du travail, et des réseaux publics d'information, proposition reprise de Diane Elson (1988), pour réduire l'opacité du marché. La planification enfin est indirecte (utilisant essentiellement des taux d'intérêt et une fiscalité différentiels), mais omniprésente. Elle permet, couplée avec une politique économique d'autant plus efficace que l'économie fonctionne entièrement à crédit et que les taux d'intérêt sont administrés, une certaine maîtrise des évolutions spontanées, un développement plus cohérent, harmonieux et soutenable. Elle est aussi le haut lieu des décisions démocratiques, celui où se définissent et par lequel s'appliquent les grands choix sociaux en matière de temps de travail, d'arbitrage consommation/investissement, d'échelle des revenus, de programmes prioritaires etc.

Cet aperçu sur divers modèles de socialisme pourra donner l'impression de recherches « de laboratoire » fort éloignées du mouvement réel de l'histoire en cours et bien loin des idées qui parcourent le mouvement social et agitent les partis politiques. Elles suscitent aussi bien des réserves, qui ne viennent pas seulement de ce qu'elles rompent avec les idées traditionnelles sur le socialisme, mais aussi de ce qu'elles sont le fait d'intellectuels enclins au « constructivisme » et oublieux de la complexité du réel. Je pense au contraire qu'elles sont du plus haut intérêt, parce qu'elles dessinent des alternatives possibles, sans lesquelles toute critique du système existant est vouée au passéisme, à l'utopisme ou à l'impuissance. Reste que, en l'état actuel, elles font souvent l'impasse sur le problème de la faisabilité historique, des forces sociales susceptibles de les porter, des formes possibles de la transition, surtout en économie ouverte. Une grande occasion a été manquée lors de la crise des systèmes socialistes historiques, pour des raisons qu'il serait trop long d'élucider ici, mais qui ne tiennent pas seulement à la faiblesse de l'imagination des théoriciens ni au sabotage organisé par les maîtres du capitalisme triomphant. Et la crise prévisible du nouveau capitalisme à dominante financière, désormais pronostiquée même par de nombreux analystes qui ne se réclament aucunement du socialisme, n'ouvrira pas forcément rapidement une nouvelle opportunité historique. Aussi me paraît-il indispensable que le travail sur les

modèles de socialisme puisse déboucher sur des propositions concrètes, susceptibles de se réaliser dans la conjoncture prochaine. Pour terminer je voudrais donc en évoquer pour mon compte quelques unes le plus brièvement possible.

Des propositions pour le futur immédiat

Il est possible bien sûr de concevoir les enseignements qui pourraient être tirés de la modélisation pour les pays où le secteur public reste prédominant (du moins dans l'industrie et les services), comme la Chine ou le Vietnam. Je me limiterai ici à quelques suggestions concernant la refonte du secteur public dans les pays occidentaux, là où il a encore quelque importance.

Il faudrait d'abord distinguer les services publics des entreprises publiques du secteur concurrentiel. Je pense que cette distinction repose fondamentalement sur la différence entre les biens sociaux et les biens privés, et que les biens sociaux sont liés à la citoyenneté (contrairement à la conception économiste courante des biens publics). Ceux qui sont liés à la citoyenneté politique ou à la citoyenneté économique devraient être gratuits ou faiblement payants, et donc fournis par des administrations ou des établissements publics. En revanche ceux qui sont liés à la citoyenneté « sociale » - un certain nombre de biens de base, comme l'eau ou l'électricité, dont le périmètre dépend de choix sociétaux - seraient fournis par des entreprises publique concessionnaires de services publics, avec toutes les modalités qui leur sont traditionnellement rattachés. Ces entreprises publiques devraient être bénéficiaires, mais ne devraient être soumises à aucune contrainte de rentabilité financière. Elles devraient être largement autonomes par rapport à l'Etat, la tutelle se limitant à la négociation de contrats de plan et à l'exercice d'un contrôle a posteriori. Elles seraient cogérées par des représentants de l'Etat propriétaire et par des représentants des salariés. Les salariés disposeraient d'un statut spécial, avec des garanties, destiné à favoriser le maintien d'un « esprit service public ». Sans entrer dans plus de détails, on voit qu'il s'agirait de lever les obstacles précédemment évoqués (la surveillance des dirigeants, lesquels seraient élus par le conseil d'administration et constitueraient par ailleurs un corps particulier ; la motivation des agents ; la mobilisation des savoirs ; une planification ici très fortement incitative, et enfin une forte autonomie de l'entreprise, signifiant en particulier que l'Etat ne pourrait prélever des dividendes ni imposer des contraintes en dehors des obligations de service public, dont il ne pourrait compenser le poids que de manière exceptionnelle). Le changement dans les rapports sociaux pourrait être suffisamment prononcé pour qu'on puisse parler d'une première forme de socialisme de marché.

Le secteur « concurrentiel » correspondrait, lui, aux biens privés (et comprendrait aussi les activités purement marchandes des entreprises de services publics). L'autonomie des entreprises serait ici presque totale, l'Etat se comportant comme un simple propriétaire, et elle pourrait être garantie notamment par le fait qu'il ne serait que pour une part propriétaire direct, les autres entreprises publiques pouvant avoir des participations, comme dans le modèle de Bardhan. Mais, pour que ce secteur réponde à une logique socialiste plus qu'à une logique capitaliste d'Etat, il faudrait que les propriétaires publics se comportent comme de simples prêteurs, ne prenant qu'une part fixe des bénéfices correspondant aux taux sur le marché du capital de prêt. Alors, et alors seulement, pourrait prévaloir le principe de la maximisation des revenus du travail.

Je dois dire que, dans l'immédiat, une proposition de ce genre n'est guère réaliste, car une ouverture au capital privé paraît inévitable, ne serait-ce que pour nouer des alliances organiques avec des groupes privés pour faire face à la concurrence internationale. Et, dans ce cas, le principe de la rentabilité du capital risque à nouveau de s'imposer. Mais des dispositions pourraient sérieusement le limiter, telle qu'une gestion tripartite, conférant un tiers des sièges au conseil d'administration aux représentants des salariés, ce qui leur donnerait un poids important, grâce à une minorité de blocage, dans les décisions. Ce ne serait donc pas le socialisme, mais plus tout à fait le capitalisme.

Une alternative de type autogestionnaire ne semble possible, à l'échelle globale, qu'après une rupture révolutionnaire (celle que Lange déjà pensait indispensable). Mais on peut peut-être explorer l'idée d'un « tiers secteur » qui pourrait voir le jour si une volonté politique suffisamment forte lui en donnait les moyens institutionnels. Et rien n'empêche alors d'imaginer une transition future entre le socialisme étatique de marché et ce socialisme autogestionnaire, où l'Etat jouerait un moindre rôle au niveau micro-économique, mais pas au niveau macro-économique. Utopie peut-être. Mais qui peut assurer que le siècle prochain ne mettra pas la révolution à l'ordre du jour?

BIBLIOGRAPHIE

Albert M. et Hahnel R.(1991), *The Political Economy of Participatory Economics*, Princeton.

Andréani T. et Féray M. (1993), *Discours sur l'égalité parmi les hommes. Penser l'alternative*, L'Harmattan.

Andréani T. et Féray M. (1993) « De l'autogestion au socialisme associatif », in *Actuel Marx*, n° 14.

Andréani T. (1996), « Un socialisme pour demain », in *Congrès Marx International*, PUF, 1996.

Andréani T. (1999), « Vers une issue socialiste à la crise du capitalisme », in *Utopie critique*, n° 14.

Block F. (1992), « Capitalism without Power Class », in *Politics and Society*, vol. 20, n° 3, trad. française in *Actuel Marx*, n° 14, p. 45-68.

Cockshott W. et Cottrell A. (1993), *Towards a New Socialism*, Nottingham.

Devine P. (1998), *Democracy and Economic Planning*, Polity Press, Oxford.

Elson D. (1988) « Market Socialism or Socialization of the Market », in *New Left Review*, n° 172. Traduction française de la deuxième partie in *Actuel Marx*, n° 14.

Estrin S. (1989), « Workers's Cooperatives : Their Merits and Their Limitations », in Le Grand J. et Estrin S., eds, *Market Socialism*, Oxford.

Fleurbay (1993), « Economic Democracy and Equality : A Proposal », in *Market Socialism, The Current Debate*, eds Bardhan P. et Roemer J., Oxford University Press.

Kornai Janos, *Socialisme et économie de la pénurie*, Economica, 1984, première édition hongroise, 1980.

Lange Oscar (1938), « On the Economic Theory of Socialism », in Lange O. et Taylor F., *On the Economic Theory of Socialism*, Minneapolis, University of Minnesota Press.

- Lawler J. (1998), « Marx as Market Socialist », in *Market Socialism, The Debate among Socialists*, Routledge.
- Lerner, A. P. (1946), *The Economics of Control*, New York, Macmillan.
- Nove A.(1983), *Le socialisme sans Marx, L'économie du socialisme réalisable*, Economica.
- Roemer J. (1992), « Can There be Socialism after Communism? » (1992), in *Politics and Society*, vol. XX, n° 3, p. 261-272, trad. française in *Actuel Marx*, n° 14, 1993, p. 25-44.
- Roemer J. (1994), *A Future for Socialism*, Harvard University Press.
- Sertel M. (1982), *Workers and Incentives*, Amsterdam
- Stiglitz J. (1993), « Market socialism and Neoclassical Economics », in *Market socialism, The Current Debate*, eds Bardhan P. et Roemer J., Oxford University Press.
- Schweickart D. (1991) « Economic Democracy : a Worthy Socialism That Would Really Work », in *Science and Society*, trad. française in *Actuel Marx*, n° 14, 1993, p. 69-87.
- Schweickart D. (1993), *Against Capitalism*, Cambridge University Press
- Ticktin H. (1998), « The Problem is Market Socialism », in *Market Socialism, The Debate among Socialists*, ed. Ollman Bertell, Routeledge.
- Vanek J. (1970) *The General Theory of Labour Managed Economics*, Cornell University Press.
- Vanek J. (1977) *The Labour Managed Economy*, Cornell University Press.
- Weisskopf Thomas E. (1993), « A Democratic Enterprise-Based Market Socialism », in *Market socialism, The current Debate*, eds Bardhan K. Pranab and Roemer E. John, Oxford University Press.